

Sortie politique du ministre délégué aux Affaires étrangères

Raymond Placide Ndong Meyo prend langue avec les siens

A. N.
Libreville/Gabon

C'était, samedi dernier, dans la cour de la mairie du 5e arrondissement de Libreville. Occasion pour l'ancien maire de ladite circonscription administrative de sensibiliser les populations sur les enjeux socio-politiques et économiques du moment.

LES filles et fils du 5e arrondissement de la commune de Libreville se sont retrouvés, samedi dernier, dans l'enceinte de la mairie de cette circonscription administrative. A l'invitation d'un des leurs, Raymond Placide Ndong Meyo, par ailleurs ancien maire RPG de cet arrondissement, nommé récemment au sein du gouvernement "Issoze Ngondet II" au poste de ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et l'Intégration régionale, chargé des Gabonais de l'Étranger. Nombreux ont été les notables, les jeunes et les femmes membres des partis membres de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, ainsi que ceux de certains partis de l'opposition, à avoir ac-



Le ministre délégué Raymond Ndong Meyo s'adressant aux populations.



Le ministre délégué aux Affaires étrangères prenant un bain de foule.

cepté de célébrer avec leur hôte le caractère fédérateur de cette rencontre politique.

Raymond Placide Ndong Meyo a saisi cette occasion pour interpellier les siens sur la nécessité de sortir de la "manipulation" de certains acteurs politiques. Il est temps, a-t-il insisté, de sortir de ce "carcan pour mettre les intelligences en action". Non sans exprimer son amertume de voir les compatriotes être des "consommateurs des analyses de ceux qui parfois veulent vous faire croire qu'ils détiennent les clés de la réussite et non les autres".

Cette rencontre politique lui a également permis de



Une vue partielle des notables du 5e arrondissement.

régler quelques comptes avec certains médias. Sans les citer, il a considéré qu'au lieu de recouper l'information, beaucoup d'organes de presse font dans

les affinités. Tout comme il a dénoncé le danger que représentent les réseaux sociaux...

Face à la crise économique qui frappe actuellement notre pays, l'ancien maire a exhorté les siens à faire preuve de rigueur et d'opiniâtreté. Car, dira-t-il, "la terre est là. Le projet graine est là". Tout en martelant : "Nous pouvons aussi devenir riches en exerçant les petits métiers". Avant d'interpeller : "Il n'est pas question d'être des esclaves de la drogue". Enfin, il a appelé la gent féminine à se débarrasser des a priori et autres complexes de tout genre, en s'impliquant véritablement dans la vie de la nation.

Campagne contre le projet de révision constitutionnelle

Moukagni Iwangou et Owono Nguema sur le terrain



Vue des populations lors du passage de Moukagni-Iwangou et Owono Nguema.



Les responsables de l'Union nationale pendant l'exécution de l'hymne de leur parti.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE sénateur de la commune d'Oyem et le président des "Uppistes Loyalistes" (UL) effectuent, depuis plusieurs jours, des descentes dans les différents quartiers de Libreville. Objectif : informer et sensibiliser les populations sur la nécessité de réfuter l'idée d'une révision de la

Constitution. Les quartiers des 2e et 6e arrondissements ont été les premiers à recevoir Jean de Dieu Moukagni Iwangou et Jean-Christophe Owono Nguema. Dans le cadre de cette initiative, ils ont par ailleurs été invités par les jeunes du quartier "Venez-voir" qui procédaient à l'installation de leur représentant local. Face à leurs interlocuteurs, les deux personnalités ont justifié les raisons de leur campagne. Pour eux, la révision

constitutionnelle en cours est "dangereuse". Il vise, ont-ils souligné, "à concentrer tous les pouvoirs entre les mains du président de la République, et voudrait consacrer son immunité, l'impunité de ses complices et autres affidés. Ce projet correspond à une confiscation du pouvoir, au souci de se protéger du peuple et à la volonté de se soustraire de l'action de la justice". Le même message a été livré dans le 5e arrondissement dimanche dernier. Là-bas, le sénateur et le

président des UL ont appelé à l'attention des riverains sur, "l'an de grâce qui est à nos portes et dont la venue explique finalement tout". Il y a plus de deux semaines, les deux hommes politiques avaient lancé ce qu'ils ont appelé "l'appel à la citoyenneté". Un programme qui consiste à faire barrage au projet de révision de la Constitution initié par l'Exécutif. Auparavant, le chef de l'Unoca avait été saisi sur la question. Toutefois, avant cette

étape, l'élu de la commune d'Oyem s'était déjà exprimé à ce sujet sur les antennes de la chaîne de télévision française TV5 Monde. Avec le même objectif, Moukagni Iwangou, spécialiste du droit a joint sa voix à celle d'Owono Nguema, au cours d'une conférence de presse conjointe tenu à la Chambre de Commerce de Libreville. Fort de leur engagement contre ce projet, ils ont appelé les populations à faire barrage à la révision constitutionnelle,

tout en invitant la France "à peser de tout son poids", afin d'éviter ce qu'ils ont qualifié de "dérive autocratique". Après les deux hommes, plusieurs autres personnalités ont récemment réagi sur ce sujet. Entre autres, le président du PDS, Séraphin Ndaot, celui de l'Observatoire national de la démocratie Dieudonné Minlama, ainsi que la Coordination des associations et partis politiques de l'opposition gabonaise en Europe (Cappo).